

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS ROUSSILLONNAIS

ZONAGES D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES - EAUX PLUVIALES

Notice explicative

**Commune de
Saint Alban du Rhône**



**Communauté de Communes
du Pays Roussillonnais**

Rue du 19 Mars 1962
38556 Saint-Maurice-l'Exil Cedex
Tél : 04 74 29 31 05



**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU PAYS ROUSSILLONNAIS**

TABLE DES MATIERES

1 Contexte et objectifs du zonage	1
1.1 Introduction	1
1.2 Contexte et objet du dossier	1
1.3 Objectifs du zonage d'assainissement des eaux usées	3
1.4 Objectifs du zonage d'assainissement des eaux pluviales.....	4
1.5 Contexte réglementaire de l'assainissement collectif	4
1.6 Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif	6
2 Présentation de la commune	8
2.1 Situation Géographique	8
2.2 Sites naturels classés	10
2.3 Données Démographiques.....	11
2.4 État actuel de l'assainissement collectif.....	12
2.5 Traitement des effluents	15
2.6 État actuel de l'assainissement non collectif.....	15
3 Zonage d'assainissement des eaux usées.....	17
4 Description technique de l'assainissement non collectif.....	18
4.1 Conception des installations	18
4.1.1 Prétraitement.....	18
4.1.2 Épuration et évacuation	19
4.2 Gestion de l'assainissement non collectif	19
4.3 Contrôle des installations	20
4.4 Entretien des installations.....	21
5 Zonage d'assainissement des eaux pluviales	22
5.1 Etat des lieux	22
5.2 Prescriptions pour les eaux pluviales	22

1

Contexte et objectifs du zonage

1.1 Introduction

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de Saint-Alban-du-Rhône souhaite effectuer la mise à jour de son zonage d'assainissement des Eaux Usées et des Eaux Pluviales.

En matière d'assainissement des Eaux Usées, la commune est membre de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais qui assure la compétence « **eaux usées** ». Il en est de même pour la compétence « eaux pluviales », depuis le 1^{er} janvier 2014.

Le présent document est établi sur la base du schéma directeur et zonage réalisé en 2011 sur la commune de Saint-Alban-du-Rhône (étude AT'EAU 2011) et sur les données connues : plan des réseaux, rapport d'activités, projet de PLU.

Le zonage est établi conformément au Code de l'Environnement (art R123-6). Après approbation du projet de zonage, celui-ci est soumis à enquête publique (art. L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité. L'enquête peut être conjointe avec celle du PLU.

Cette présente notice a également pour objectif d'informer les habitants sur la gestion des eaux usées et pluviales au sein de leur commune.

1.2 Contexte et objet du dossier

Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement Eaux Usées et Eaux Pluviales de la commune de Saint-Alban-du-Rhône dans le département de l'Isère.

Le zonage Eaux Usées doit délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire communal en précisant :

- ✓ **Les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité devra également se charger de la gestion, de la valorisation et du stockage des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service seront répercutés sur le prix de l'eau (redevance) pour les usagers bénéficiant du service ;

- ✓ **Les zones d'assainissement non collectif**, où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et, si elle le décide, leur entretien (art. L2224-8-III). Le conseil et l'assistance technique aux usagers seront assurés par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). Le financement des équipements (investissement et exploitation) d'assainissement non collectif revient aux particuliers, la maîtrise d'ouvrage est privée. Les coûts du SPANC sont équilibrés par une redevance payée par les usagers bénéficiant du service.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral actualisé. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal (P.L.U.).

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur le territoire communal tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Remarque sur la portée du zonage d'assainissement : Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997

« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ✓ ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ✓ ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ✓ ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ».

Le zonage Eaux Pluviales répond, comme le zonage Eaux Usées, à une obligation réglementaire définie à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le zonage Eaux Pluviales permet ainsi de fixer des prescriptions cohérentes à l'échelle du territoire d'étude.

1.3 Objectifs du zonage d'assainissement des eaux usées

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement sont les suivants :

- ✓ Sur le plan technique :
 - ◆ L'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales ;
 - ◆ La revalorisation de l'assainissement autonome en tant que technique épuratoire, alternative intéressante au réseau sur le plan technique, économique et environnemental ;
 - ◆ L'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
 - Une délimitation fine des périmètres d'agglomération ;
 - L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs ;
 - ◆ La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif (lisibilité du service public).

- ✓ Sur le plan stratégique :
 - ◆ La cohérence des politiques communales c'est-à-dire adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
 - ◆ La limitation et maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées et aux eaux pluviales.

1.4 Objectifs du zonage d'assainissement des eaux pluviales

L'objectif du zonage pluvial est d'établir un schéma de maîtrise qualitative et quantitative des eaux pluviales sur la commune, par :

- ✓ La compensation des ruissellements et de leurs effets, par des techniques compensatoires ou alternatives qui contribuent également au piégeage des pollutions à la source,
- ✓ La prise en compte de facteurs hydrauliques visant à freiner la concentration des écoulements vers les secteurs aval, la préservation des zones naturelles d'expansion des eaux et des zones de stockage temporaire,
- ✓ La protection des milieux naturels et la prise en compte des impacts de la pollution transitée par les réseaux pluviaux, dans le milieu naturel.

1.5 Contexte réglementaire de l'assainissement collectif

A- Réglementation générale

Remarque préliminaire : Les éléments réglementaires présentés ci-dessous sont en grande partie issus du site internet du ministère : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

La réglementation française sur l'assainissement collectif a pris en compte la Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui impose l'identification des zones sensibles où les obligations d'épuration des eaux usées sont renforcées et fixe des obligations de collecte et de traitement des eaux usées pour les agglomérations urbaines d'assainissement. Les niveaux de traitement requis sont fixés en fonction de la taille des agglomérations d'assainissement et de la sensibilité du milieu récepteur du rejet final.

Ces obligations sont actuellement inscrites dans le code général des collectivités territoriales (articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 relatifs à la collecte et au traitement des eaux usées) et l'arrêté du 21 Juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.

L'arrêté du 21 Juillet 2015 remplace l'arrêté du 22 Juin 2007 relatif aux prescriptions techniques, aux modalités de surveillance et au contrôle des installations d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif de capacité nominale supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, de la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et de la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

On citera certaines obligations importantes :

- ✓ les communes ou leurs groupements doivent obligatoirement prendre en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, c'est-à-dire l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux ;
- ✓ le raccordement des immeubles aux égouts disposés à recevoir les eaux usées domestiques sur lesquels ces immeubles ont accès, est obligatoire. Tous les ouvrages d'amenée d'eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge du propriétaire. Le maître d'ouvrage contrôle la conformité des installations correspondantes ;
- ✓ tout déversement d'eaux usées autres que domestiques, dans les égouts, doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par les eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel.

Les installations d'assainissement (station d'épuration, déversoir, rejet) font l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration selon le code de l'Environnement : Régime d'autorisation et de déclaration : Articles L.214-1 L.214-8 Articles R.214-1 à R.214-56.

Le programme minimal de surveillance des ouvrages d'assainissement est défini dans l'arrêté **du 21 Juillet 2015**. Ces exigences peuvent être renforcées par le service de la police des eaux afin de respecter les objectifs de qualité des cours d'eau.

B- Règlement du service d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement du service d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de

rejet » entre l'industriel, le Maître d'ouvrage et l'exploitant des ouvrages d'assainissement. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

1.6 Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif

Les principales dispositions concernant l'assainissement non collectif sont inscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la Santé Publique.

- ◆ Code de la santé publique : articles L.1331-1 à L.1331-10 et L.1331-11-1
- ◆ Code général des collectivités territoriales : article R.2224-17, compétences des collectivités, contrôle (article L.2224-8), zonage d'assainissement (Articles L.2224-10, R. 2224-7, R. 2224-8 et R.2224-9) et redevance d'assainissement (L.2224-12-2 et R.2224-19)
- ◆ Code de la construction et de l'habitation : articles L.271-4 à L.271-6 concernant le diagnostic technique annexé à l'acte de vente

Les principaux éléments sont les suivants :

- ◆ Les communes devront avoir contrôlé toutes les installations avant le 31 décembre 2012 ;
- ◆ Elles devront mettre en place un contrôle périodique dont la fréquence sera inférieure à 10 ans;
- ◆ Les communes pourront assurer, outre leur mission de contrôle, et éventuellement d'entretien, des missions complémentaires facultatives de réalisation et réhabilitation, à la demande des usagers et à leurs frais;
- ◆ Les communes pourront également assurer la prise en charge et l'élimination des matières de vidange;
- ◆ Les agents du service d'assainissement auront accès aux propriétés privées pour la réalisation de leurs missions;
- ◆ Les usagers devront assurer le bon entretien de leurs installations et faire appel à des personnes agréées par les préfets de département pour éliminer les matières de vidanges afin d'en assurer une bonne gestion;
- ◆ Afin de mieux informer les futurs acquéreurs, un document attestant du contrôle de l'ANC devra être annexé à l'acte de vente à partir du 1er janvier 2011;
- ◆ Possibilité de faire prendre en charge une partie des dépenses du SPANC par le budget général de la commune pendant les cinq premiers exercices budgétaires suivant la création du SPANC (dérogation à l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) introduite par la loi de finances n°2006-

1771 du 30 décembre 2006, sans condition de taille de la collectivité et modifié par la loi de finances pour 2009.

La modification de la réglementation repose sur trois axes :

- ✓ Mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation : pour toute nouvelle construction, le propriétaire doit joindre, à sa demande de permis de construire, une attestation de conformité de son projet d'installation d'assainissement non collectif, dans le cas où son projet de construction est accompagné de la réalisation d'une telle installation. Cette attestation est délivrée par le SPANC de sa commune. Les installations neuves doivent désormais comprendre des dispositifs facilitant le contrôle des agents du SPANC ;
- ✓ Réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement : le propriétaire doit réaliser les travaux de réhabilitation nécessaires dans les quatre ans qui suivent le contrôle ;
- ✓ S'appuyer sur les ventes de logements pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes : le vendeur d'un logement équipé d'une installation de ce type doit fournir, dans le dossier de diagnostic immobilier joint à tout acte (ou promesse) de vente, un document daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC informant l'acquéreur de l'état de l'installation. Les travaux de réhabilitation doivent être effectués dans un délai maximal d'un an après la signature de l'acte de vente.

La nouvelle réglementation sensibilise par ailleurs les particuliers sur l'intérêt de contacter le SPANC en amont de la réalisation d'un projet d'assainissement non collectif. Au-delà de son rôle de contrôleur, le SPANC peut en effet conseiller les particuliers sur les démarches administratives ainsi que sur les projets et installations les plus pertinents pour éviter les incohérences techniques, coûteuses ultérieurement.

Les textes techniques réglementant l'assainissement non collectif sont principalement les suivants :

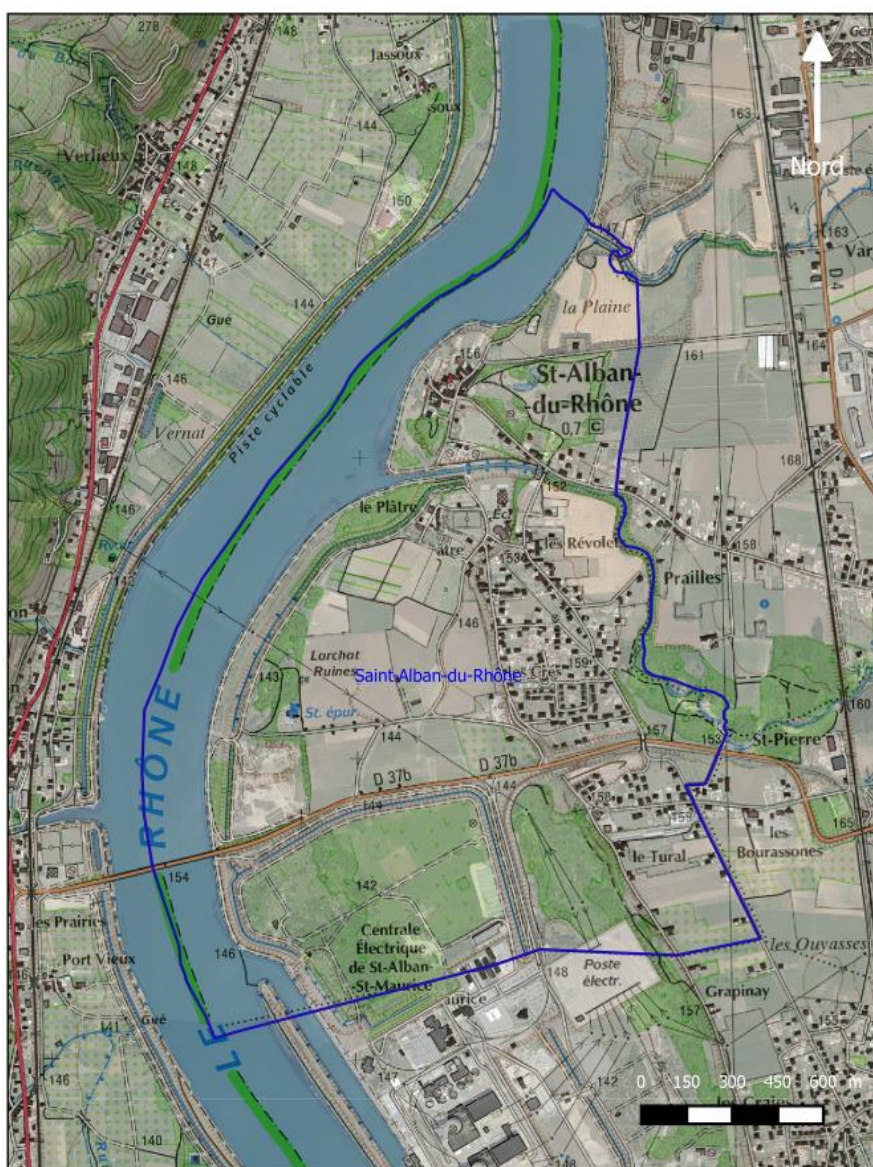
- ◆ L'arrêté du 21 Juillet 2015 fixe des prescriptions techniques s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- ◆ L'arrêté modifié du 7 septembre 2009 fixe les prescriptions techniques applicables aux petites installations d'assainissement non collectif, soit les installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- ◆ L'arrêté du 27 avril 2012 précise les modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif par les collectivités.

On citera également la norme AFNOR DTU 64.1 qui précise les caractéristiques des ouvrages d'assainissement non collectif.

Présentation de la commune

2.1 Situation Géographique

Figure 1 : Plan de situation (Source : Scan 25, IGN, 2015)



La figure précédente présente un plan de situation de la commune. Celle-ci est située dans le département de l'Isère en bordure du Rhône (rive gauche) à 13 km au Sud de Vienne.

L'habitat est globalement regroupé dans la commune de Saint Alban du Rhône. On distingue le village « historique », autour du château, en rive droite de la Varèze, et des quartiers plus récents en rive gauche.

Les parties bâties se situent sur une petite colline, la partie ouest de la collectivité, en bord de Rhône n'étant pas urbanisée. On notera qu'il existe également quelques maisons isolées en très faible nombre. La collectivité n'a pas de vocation touristique particulière. D'une manière globale, l'urbanisation est encadrée par le Plan d'Occupation des Sols existant.

La présence de la centrale de Saint Alban – Saint Maurice, ainsi que la cote d'inondation du Rhône limite les possibilités d'urbanisation.

On retiendra donc que l'urbanisation potentielle de la commune est faible et ne va pas au-delà de quelques parcelles autour des zones déjà urbanisées.

La géologie comprend les différentes formations suivantes :

- ✓ Les alluvions fluviatiles wurmiennes (Fz) et dépôts post-wurmiens (Fy), composées de galets et sables et localisées sur la quasi-totalité du territoire ;
- ✓ Les anatexites claires à cordiérite (Mb), composées de quartz, feldspath potassique, plagioclase et cordiérite, et localisées dans le secteur de l'Eglise (rive droite de la Varèze) ;
- ✓ Anatexites sombres à cordiérite et/ou sillimanite (aubussonites) (Mc), composées de cordiérite et biotite, contenant de nombreuses enclaves à reliques gneissiques et d'un granite riche en quartz, et localisées au niveau du lieu-dit « Les Révolets », côté route des Balmes.

A noter que la Varèze passe dans la commune et qu'elle se jette dans le Rhône également dans la commune, d'où la présence abondante d'alluvions fluviatiles.

A titre d'information, M. MICHEL (géologue agréé pour l'Isère - 31 juillet 1992) précise dans un rapport : « du point de vue géologique, on se trouve là dans le cône de déjection alluvial que la Varèze a étalé du Nord au Sud dans le secteur de son confluent avec le Rhône. Ce dernier a d'ailleurs été repoussé vers l'Ouest par ces dépôts, dessinant entre Saint Alban et Saint Maurice une courbe caractéristique à convexité Ouest. Ces alluvions de la Varèze, qui draine un vaste bassin versant essentiellement composé de molasse sableuse miocène et d'argile à galets pliocène, sont beaucoup plus fines, sableuses et argileuses que les alluvions du Rhône. »

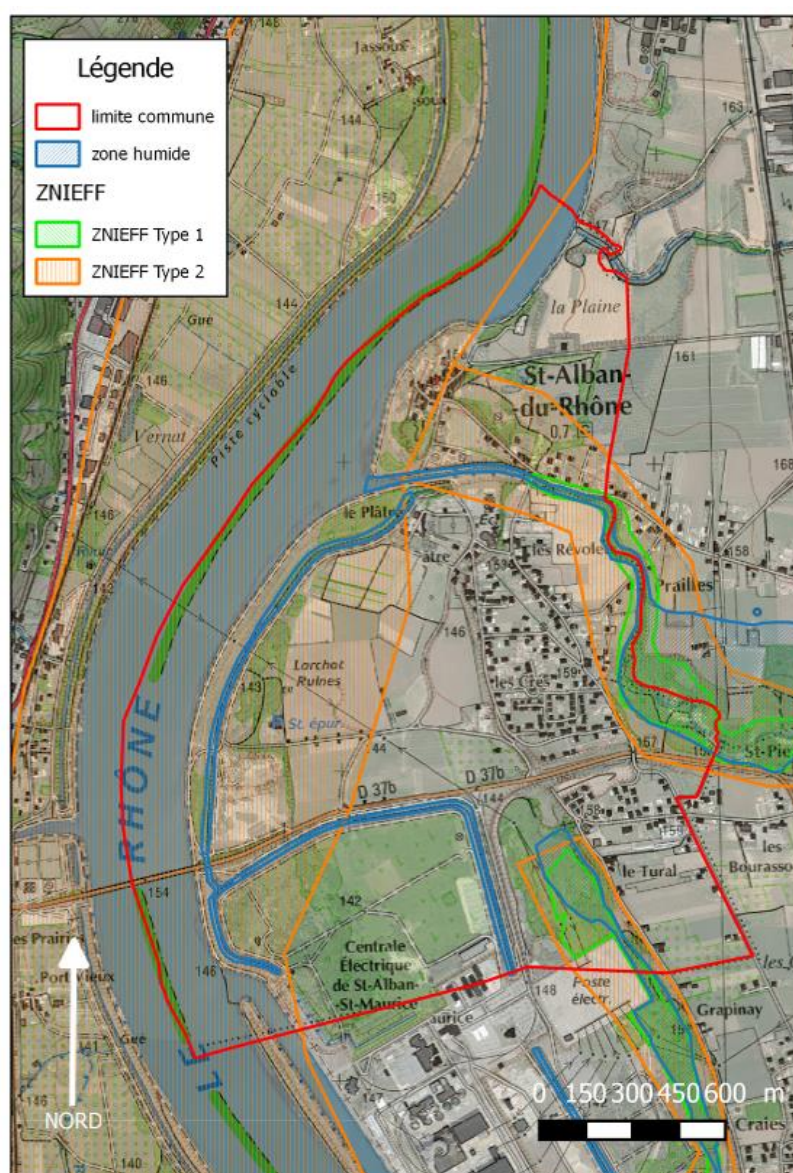
2.2 Sites naturels classés

La figure suivante présente la situation des zones naturelles classées. Il est à noter qu'il n'y a aucun périmètre de captage à proximité de la commune.

La commune comporte des zones classées :

- ✓ Zone humide : le Rhône, la Varèze, le contre canal et le Royet;
- ✓ Zone ZNIEFF de type 1 : la Varèze, Roselière et ruisseau de Malessard ;
- ✓ Zone ZNIEFF de type 2 : Ensemble fonctionnel du Moyen Rhône et ses annexes fluviales, ensemble fonctionnel de la Varèze et ses affluents.

Figure 2 : Sites naturels classés sur la commune de Saint-Alban-du-Rhône (Source : Région Rhône-Alpes, 2015)



2.3 Données Démographiques

Les données démographiques (source INSEE) sont résumées dans le tableau suivant :

année	2012	2007
population totale	845	880
<i>variation en %</i>	-4.0%	
Nombre total de logements	351	333
<i>variation en %</i>	5.1%	
Nombre de résidences principales	323	311
Nombre d'habitant par résidence principale	2,62	2,83
Nombre de résidences secondaires et de logements vacants	28	22
<i>Pourcentage de résidences secondaires et de logements vacants</i>	8%	6,6%
Nombre de maisons	314	289
<i>Pourcentage de maisons (habitat individuel)</i>	89,5%	86,9%

L'objectif du projet de PLU est d'encadrer cette croissance. Les projets de zones à urbaniser sont les suivantes :

- ✓ Zone Ui, à vocation industrielle, urbanisation au cours des 10 prochaines années dans le prolongement au Nord de la zone actuelle ;
- ✓ Zones AU à vocation d'habitats :
 - ◆ Création de 20 à 25 logements dans le secteur « des Révolets »
 - ◆ Création de 3 à 4 logements dans la rue du Ranch au sud de la commune
 - ◆ Création d'un foyer pour personnes âgées (17 logements)

Le PLU prévoit donc 40 à 45 logements supplémentaires à échéance de l'urbanisation de toutes les zones.

2.4 État actuel de l'assainissement collectif

Le nombre d'abonnés sur la commune est le suivant (rapport de la Régie d'Assainissement du Pays Roussillonnais de 2014) :

Paramètres	Commune de Saint-Alban-du-Rhône (chiffres de 2014)
Nombre d'habitants	861
Consommation en m3/an	40 956
Nombre d'abonnés raccordés à l'assainissement collectif	390
Nombre d'habitants raccordés à l'assainissement collectif	813
Nombres d'abonnés en assainissement non-collectif	23
Nombres d'habitants en assainissement non-collectif	48
Taux de raccordement	94,1 %
Consommation "assainissement" en m3/an/abonné	105
Consommation spécifique "assainissement" en l/j/habitant	138

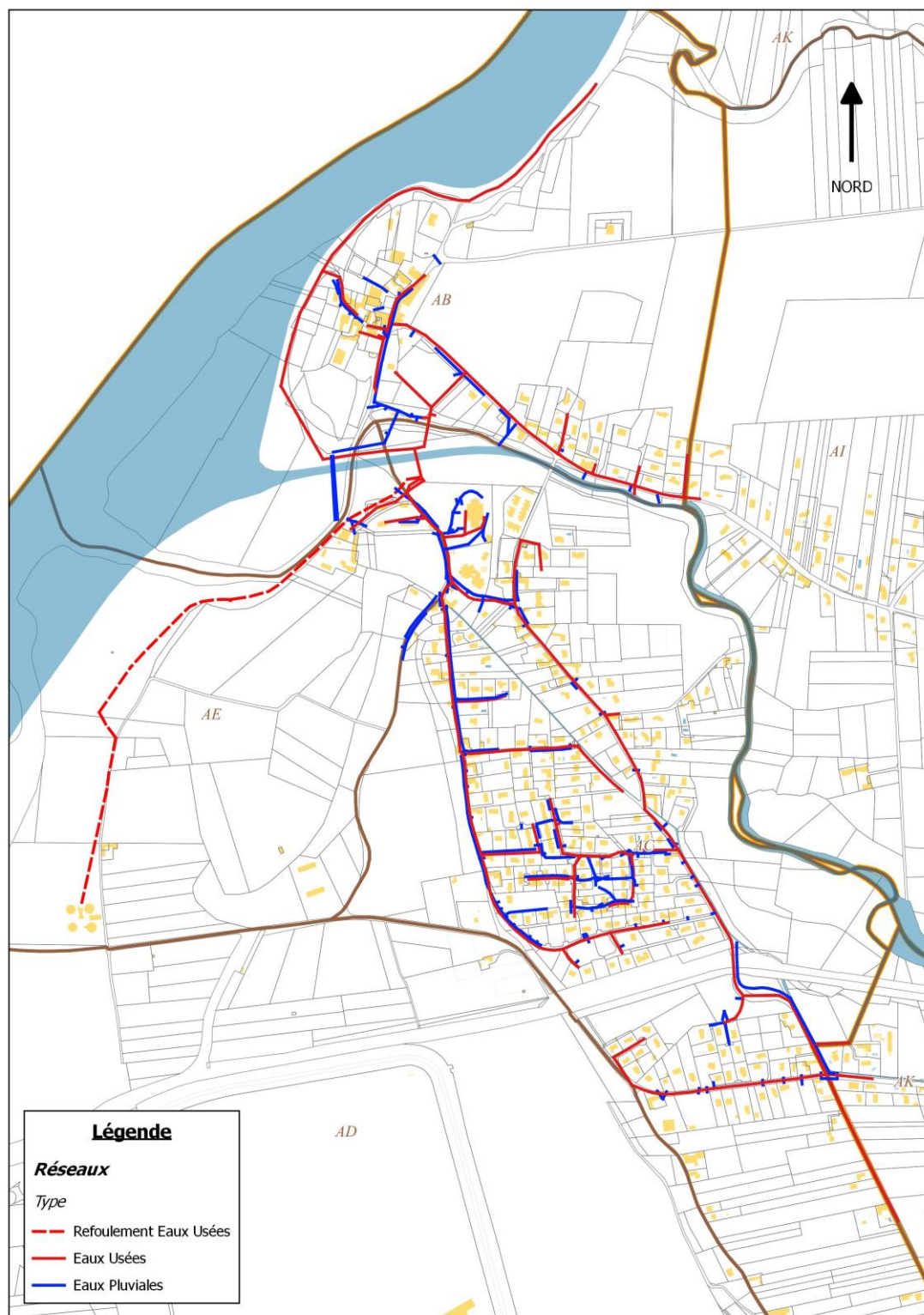
La consommation spécifique reste dans les standards courants pour une commune de type urbain.

A noter qu'il n'y a que 15 habitations en assainissement non-collectif à ce jour. Ces habitations se situent principalement dans 2 rues : les habitations du Chemin du Turrall au Sud et de l'Impasse des Peupliers à l'Est.

Concernant les activités non domestiques sur la commune, l'INSEE (2014) a recensé au total 22 établissements dont 7 de type industriel (31,8%), 4 dans la construction (18,2%), 10 dans les commerces, les transports et les services (45,5%), et 1 dans l'administration (4.5%).

Le réseau d'assainissement dessert la majeure partie de la zone agglomérée. La figure 3 ci-après présente un plan du réseau (étude AT'EAU, 2011).

Figure 3 : Plan du réseau d'assainissement de Saint-Alban-du-Rhône (Source : Plan du SDA, AT'EAU, 2011)



Le réseau d'assainissement comprend :

- ◆ Réseau eaux usées séparatif : 7 940 ml,
- ◆ Réseau eaux pluviales séparatif : 5 213 ml,
- ◆ Conduite de refoulement : 993 ml.

Le réseau est séparatif sur la majorité du territoire.

Le réseau eaux usées comporte trois secteurs principaux :

- ✓ Le secteur « rive droite de la Varèze » : ces réseaux sont bien développés et en très bon état. Il s'agit uniquement de réseau séparatif. A noter que la partie amont présente un collecteur de Saint Clair du Rhône (Rue Pont Pierres) qui suit la Varèze (rive droite) et qui la traverse à proximité de la zone de loisirs. Il existe également un déversoir d'orage dans ce secteur. Enfin, tout ce secteur se rejette dans la station de pompage PR3 « Varèze » du SIASSAR ;
- ✓ Le secteur « rue du Rhône » : ce réseau, séparatif et en bon état, est très court puisqu'il ne dessert que la rue du Rhône. Il se rejette au bout de la rue dans une canalisation venant de Saint Clair du Rhône depuis le poste de pompage du « Saluant » qui rejoint ensuite le poste PR3 « Varèze » ;
- ✓ Le secteur « rive gauche de la Varèze » : il s'agit du secteur avec le plus grand linéaire de la commune. Le réseau est entièrement séparatif et en très bon état ; il existe de nombreux puits perdus comme exutoires pour les eaux pluviales. A noter qu'une conduite arrive dans ce secteur depuis Clonas sur Varèze au niveau du croisement entre la route de Saint Maurice et la rue des Marais. Cette canalisation reprend la majorité des habitations de la commune pour aller se rejeter dans le poste de pompage PR3 « Varèze ».

Le réseau de collecte comporte un seul déversoir d'orage, situé au nord de la commune en rive droite de la Varèze (à côté des terrains de tennis). Le réseau comporte également 2 postes de refoulement pour raccorder les secteurs en contrebas. Le poste de refoulement le plus important est le PR3 « Varèze » qui relève tous les effluents de la zone Nord de Saint-Alban vers la station d'épuration.

Le réseau aboutit à la station d'épuration de Saint-Alban-du-Rhône.

2.5 Traitement des effluents

La station d'épuration interdépartementale de Saint-Alban-du-Rhône (Isère/Loire/Rhône) traite les eaux usées de 9 communes :

- St-Alban-du-Rhône, Clonas-sur-Varèze, Les Roches-de-Condrieu, St-Clair-du-Rhône et St-Prim en Isère (38)
- Condrieu dans le Rhône (69)
- Chavanay, St-Michel-sur-Rhône et Vérin dans la Loire (42)

Elle est située au sud-ouest de la commune.

Elle a été construite en 1996 par le SIASSAR (Syndicat Intercommunal d'Assainissement pour la Station de Saint-Alban-du-Rhône) avec une capacité de 8 000 EH. Elle a été ensuite agrandie en 1999 pour élever la capacité nominale (actuelle) à 16 000 Equivalents/habitant. Cette station d'épuration est exploitée par la Régie d'Assainissement de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

En 2014, la station traite 82% du volume nominal pour 56% de sa charge de pollution, pour un débit moyen journalier de 3 360 m³/j. La quantité de boues extraites est de 173 T de matières sèches par an. Ceci correspond à une charge moyenne de 8 847 EH, sur la base d'une production de 59g MS par jour et par EH.

La pollution dissoute est traitée de façon optimale sur la station, on ne remarque aucune non-conformité en DCO et en DBO₅. La pollution particulaire (MES) est également traitée de façon optimale. La station n'a jamais été en surcharge durant l'année par rapport à la pollution. Par contre, le volume nominal est souvent dépassé durant les périodes à fortes précipitations, lorsque les terrains sont saturés mais aussi quand le niveau du Rhône est élevé avec des entrées d'eaux parasites par les déversoirs d'orage.

Depuis le début de l'année 2016, le système d'auto-surveillance est en place afin de répondre aux normes et de pouvoir gérer en autonomie différents paramètres sensibles (débits en entrées et en sorties, charges polluantes...).

2.6 État actuel de l'assainissement non collectif

Le parc des installations d'assainissement non collectif est constitué actuellement de 15 abonnés. Néanmoins, certaines habitations seront reliées au réseau communal qui sera étendu, comme celles de l'Impasse des Peupliers. A savoir que 94 % de la population est raccordé à l'assainissement collectif en 2014. Ainsi, l'assainissement non collectif représente 6 % du nombre de logements.

Le service de l'assainissement non collectif est géré par la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais. **En 2015**, ce dernier comptabilisait **403** abonnés au total. La mise en œuvre du service est opérationnelle et comprend :

- ◆ La délimitation des zones d'assainissement non collectif ;
- ◆ L'application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif ;
- ◆ La mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans ;
- ◆ La mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations.

3

Zonage d'assainissement des eaux usées

Le zonage d'assainissement a été élaboré selon les principes suivants :

- ✓ Assainissement collectif pour l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables desservies par le réseau d'assainissement existant ou par extensions des réseaux d'assainissement. Les principaux arguments justifiant ce choix sont les suivants :
 - la volonté de résoudre les contraintes liées à l'assainissement non collectif dans ces secteurs, notamment les problèmes de surface disponible limitée,
 - la volonté de supprimer des rejets directs au milieu naturel,
 - la continuité de la politique de raccordement des abonnés.
- ✓ Assainissement non collectif pour les autres secteurs et ceux non desservis par le réseau d'assainissement collectif existant.

Il s'agit de quelques habitations isolées pour lesquelles le scénario de l'assainissement collectif a été écarté du fait :

- des faibles perspectives d'urbanisation,
- de l'éloignement des réseaux existants et/ou des coûts de raccordement pour le particulier,
- du faible nombre d'habitations concernées.

En définitive la zone d'assainissement collectif regroupe quasiment l'ensemble des zones U (habitats, commerce), ainsi que les zones à urbaniser (AU).

L'assainissement autonome est limité à quelques habitations existantes isolées.

En dehors de la zone d'assainissement collectif, l'assainissement sera de type non collectif. Les dispositifs à mettre en place vont dépendre de la nature du sol.

Il faut retenir que la géologie locale semble d'une manière générale plutôt favorable à l'infiltration.

Les usagers se rapprocheront du SPANC (Service public d'assainissement non collectif) assuré ici par la Régie d'Assainissement de la CCPR pour l'établissement des projets de travaux neufs ou de réhabilitation. Ce service a en effet un rôle de contrôle afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations.

4

Description technique de l'assainissement non collectif

4.1 Conception des installations

On citera également la norme AFNOR DTU 64.1 qui précise les caractéristiques des ouvrages d'assainissement non collectif.

Les assainissements non collectifs doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- ✓ un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- ✓ un dispositif d'épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief.

4.1.1 Prétraitement

La « Fosse Septique Toutes Eaux » recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements jusqu'au 5 pièces, il est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

- ✓ Il s'y déroule deux types de phénomènes :
 - ◆ un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
 - ◆ un phénomène chimique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La « Fosse Septique Toutes Eaux » assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours. Elle doit être contrôlée et vidangée tous les 2 à 4 ans : en effet, les boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

Le préfiltre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique.

Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de 1, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval.

Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

Il est obligatoire, dans le cas exceptionnel de réhabilitation, de séparer les eaux vannes des eaux ménagères.

4.1.2 Épuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable) pour pallier certaines contraintes du sol. Ces dispositifs n'assurent que la fonction traitement.

En l'absence d'une perméabilité suffisante, ces dispositifs doivent être drainés. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration ou rejet vers le réseau hydrographique). Une autorisation spécifique est nécessaire

Les puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé après autorisation.

4.2 Gestion de l'assainissement non collectif

La gestion de l'assainissement non collectif est assurée par le SPANC dont les missions principales sont les suivantes :

- ✓ Pour les dispositifs neufs et réhabilités, d'assurer le contrôle de conception et d'implantation, suivi du contrôle de bonne exécution, afin de vérifier que la conception technique, l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des ouvrages sont conformes à l'arrêté du 6 mai 1996 sur les prescriptions techniques ;
- ✓ Pour les dispositifs existants, d'effectuer un diagnostic des ouvrages et de leur fonctionnement, dont le but essentiel est de vérifier leur innocuité au regard de la salubrité publique et de l'environnement ;
- ✓ Pour l'ensemble des dispositifs, de vérifier périodiquement le bon fonctionnement des ouvrages, ainsi que la réalisation des vidanges si la

commune n'a pas pris en charge l'entretien des dispositifs, par l'intermédiaire des contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien ;

- ✓ Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non-collectif.
- ✓ Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non-collectif.

4.3 Contrôle des installations

La collectivité, via son Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.), prend en charge les dépenses de contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif. Le bénéficiaire de ce service devra s'acquitter d'une redevance, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- ✓ Pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
 - ◆ Conception et implantation ;
 - ◆ Bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle initial est réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- ✓ Pour les installations existantes :
 - ◆ Vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants:
 - Bon état des ouvrages et ventilation ;
 - Accessibilité ;
 - Bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;
 - Accumulation « normale » des boues dans la fosse ;
 - Qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;
 - Odeurs, rejets anormaux ;
 - Réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles. Suite au contrôle initial, les visites de contrôles doivent avoir lieu tous les 4 ans.

Ces visites permettront d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés doit être précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire.

4.4 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- ♦ L'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux, etc.);
- ♦ La vidange de la fosse tous les 4 ans ;
- ♦ La vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- ♦ L'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et le destinataire des matières de vidange.

5

Zonage d'assainissement des eaux pluviales

5.1 Etat des lieux

La commune de Saint-Alban-du-Rhône est uniquement équipée de réseaux séparatifs : les eaux pluviales ne sont donc pas mélangées avec les eaux usées. Le réseau destiné aux eaux pluviales parcourt une grande partie du village, notamment le centre du village et le Nord. Le linéaire total des collecteurs d'eaux pluviales est estimé à 5,2 km.

Les exutoires rejoignent soit le milieu superficiel, par exemple la Varèze, soit un puits perdu afin d'infiltrer les eaux. A noter qu'il n'existe ni bassin d'infiltration, ni bassin de rétention ou décantation sur le territoire de la commune.

5.2 Prescriptions pour les eaux pluviales

Concernant le traitement et l'infiltration des eaux pluviales, la solution portera sur des critères environnementaux, techniques et économiques au cas par cas, en accord avec la Police de l'Eau. Les prescriptions suivantes seront respectées :

- Ne pas augmenter les débits pluviaux existants vers les cours d'eau ;
- Ne pas infiltrer les eaux pluviales si elles sont mêlées à des surverses de déversoirs d'orage ;
- Installer des systèmes de prétraitement pour les bassins récupérant des eaux de voiries à forte circulation.

Sur l'ensemble de la commune, la situation actuelle ne doit pas être aggravée par de nouvelles imperméabilisations. En cas d'imperméabilisation supplémentaire, les eaux pluviales des parcelles seront réduites à la source (infiltrations des eaux de toiture ou de terrasse, rétention à la parcelle). **Le raccordement au réseau pluvial ne peut être réalisé qu'exceptionnellement (impossibilité d'infiltration).**

Pour tout projet (construction neuve ou travaux sur l'existant) qui engendre une augmentation de la surface imperméabilisée (au-delà d'un certain seuil fixé à 50m²), les eaux pluviales seront traitées en priorité par infiltration diffuse sur la parcelle sauf :

- ✓ En cas de sol imperméable ;
- ✓ En cas de risques de glissement de terrain ;
- ✓ En cas de risque d'inondation.

Le zonage des eaux pluviales a été élaboré en prenant en considération la carte d'aléas de la commune sur fond cadastral établie en Mai 2015 par Alpes-Geo-Conseil.

Dans l'hypothèse d'une impossibilité de procéder par infiltration, les eaux pluviales devront être retenues sur la parcelle, avant rejet :

- Soit par infiltration sur la parcelle, dans une zone hors zone d'impossibilité d'infiltration,
- Soit aux collecteurs ou cours d'eau, sous réserve de l'accord du gestionnaire.

Le raccordement au réseau pluvial existant fera l'objet d'une autorisation. La position d'une parcelle desservie par un réseau pluvial ne donne pas systématiquement droit au raccordement à un réseau pluvial. Ceci reste du ressort des documents et règlement d'urbanisme, et dépend de l'état des structures existantes. Le pétitionnaire fournira à la collectivité les éléments justifiant et décrivant les ouvrages prévus. **Sauf mention contraire, les ouvrages seront dimensionnés pour des évènements pluvieux de fréquence de retour 20 ans et d'une durée de 60 minutes, ce qui correspond à une hauteur d'eau de 126,7 mm/j (chiffres de la station pluviométrique de Sablons).**

On rappellera les objectifs principaux suivants :

- ne pas augmenter les débits pluviaux existants ;
- respecter les préconisations de la Police de l'eau (par exemple ne pas infiltrer des eaux chargées).

Les eaux pluviales doivent être traitées en respectant les dispositions du Code Civil. Notamment les articles 640, 641, 681 du Code Civil instituent le droit à laisser s'écouler les eaux pluviales sur les terrains voisins inférieurs à condition que le ruissellement et le débit ne soient pas altérés ou augmentés « du fait de la main de l'homme ».

La géologie des sols de Saint-Alban-du-Rhône est plutôt homogène et favorable à l'infiltration. **C'est pourquoi il est préconisé l'infiltration des eaux pluviales sur chaque parcelle pour tout nouveau projet.** Toutefois, une étude pédologique pour vérifier la perméabilité devra être réalisée afin de s'assurer que l'infiltration des eaux soit possible.

Dans l'hypothèse d'une impossibilité de procéder par infiltration, les eaux pluviales devront être tamponnées à la parcelle avant rejet

Les différentes techniques utilisées sont présentées en annexe ci-après.

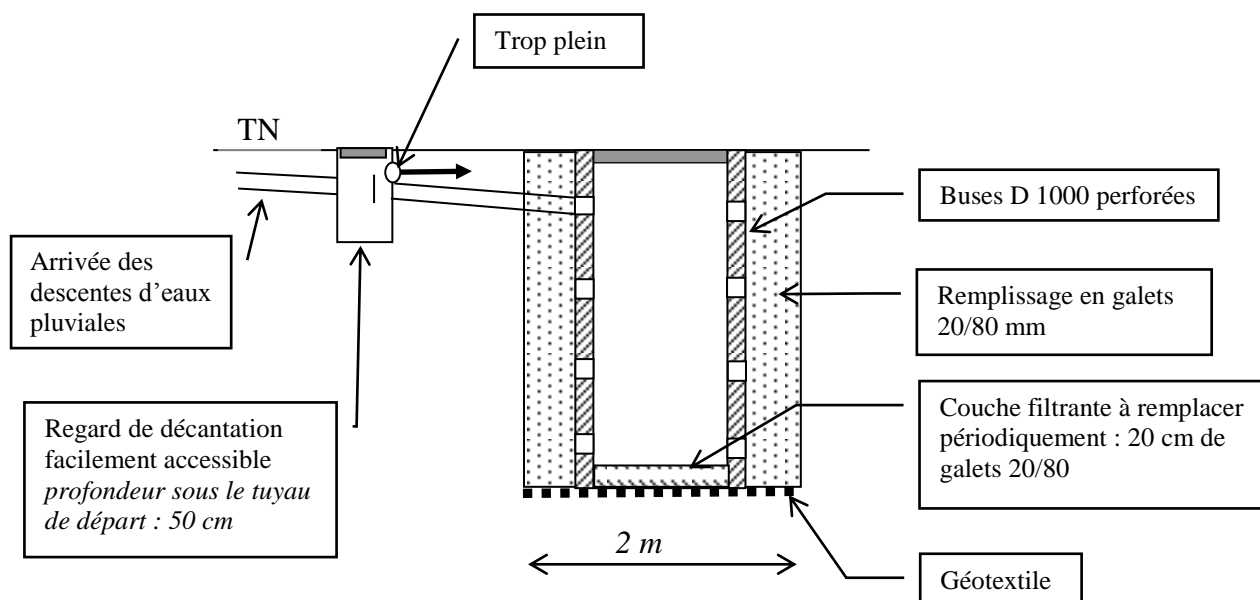
ANNEXES

FICHES TECHNIQUES

- ➔ Puits d'infiltration
- ➔ Tranchées d'infiltration
- ➔ Cuve de stockage

Fiche technique : Assainissement pluvial

Puits d'infiltration

Mise en œuvre :

- ✓ Prévoir un regard de décantation avant le puits pour limiter les risques de colmatage, prévoir un départ siphoné pour éviter les rejets de flottants ;
- ✓ Sécuriser l'accès au puits : utiliser un tampon fonte lourd verrouillé, mettre des échelons ;
- ✓ Éviter la proximité de végétaux importants (risques de racines).

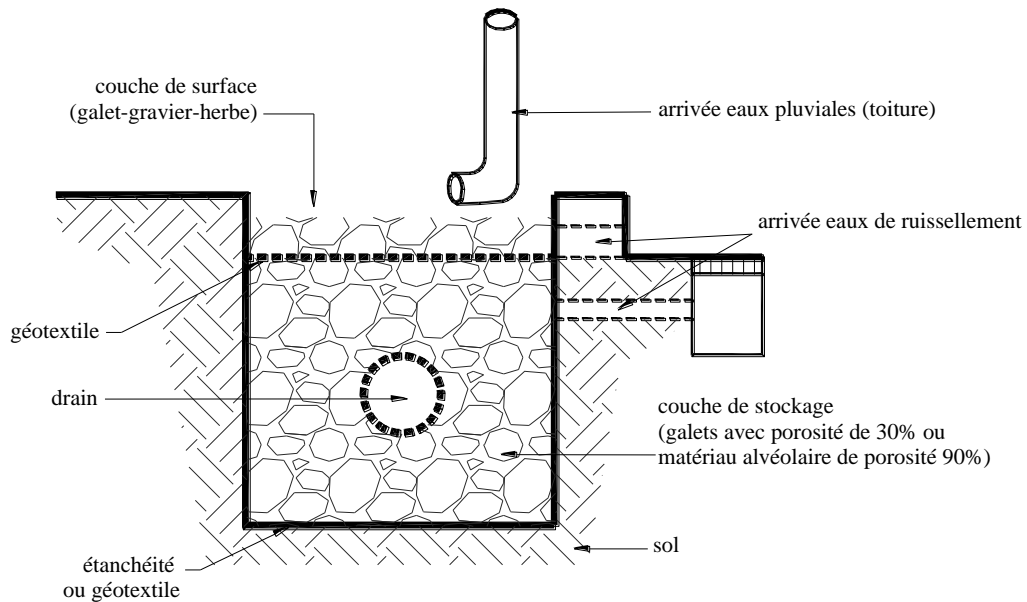
Entretien

- ✓ Contrôler le puits au moins deux fois par an ;
- ✓ Remplacer la couche filtrante lorsque l'eau met plus de 24h à s'infiltrer.

Fiche technique : Assainissement pluvial

Tranchée d'infiltration

Schéma de principe :



La tranchée peut être à la fois un ouvrage de stockage et d'infiltration. Elle est constituée d'une excavation de profondeur et de largeur faibles.

Mise en œuvre :

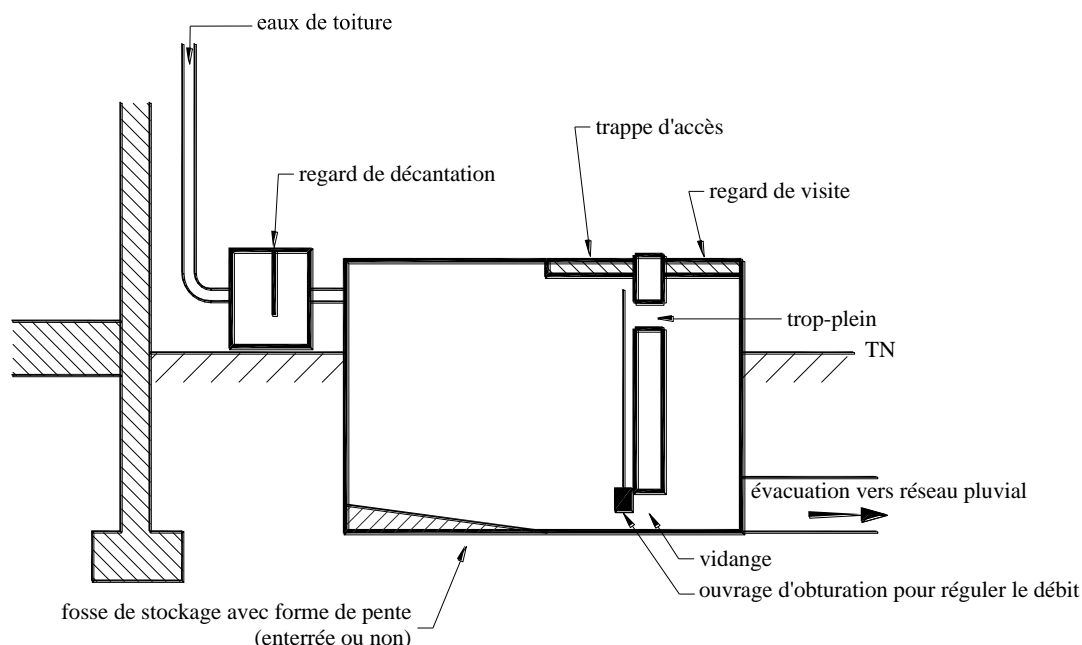
- ✓ Prévoir un regard de décantation sur l'amont des eaux de ruissellement provenant des voiries pour limiter les risques de colmatage,
- ✓ Dimensions indicatives : largeur : 40 à 60 cm, profondeur : 60 cm
- ✓ Les matériaux pour les couches de surface et de stockage seront judicieusement choisis. Pour limiter le colmatage, on prévoit l'alimentation par des eaux de toiture en priorité. Le géotextile de surface sera prévu pour être changé.
- ✓ Éviter la proximité de végétaux importants (risques de racines)

Entretien

- ✓ Remplacer la couche filtrante lorsque l'eau met plus de 24h à s'infiltrer

Fiche technique : Assainissement pluvial

Cuve de stockage

Schéma de principe :

L'eau des toitures est stockée dans une cuve qui peut être enterrée ou à l'air libre.

Mise en œuvre :

- ✓ En amont, il est préférable de prévoir un regard de décantation pour la rétention des matières lourdes (sables) et des flottants (feuilles),
- ✓ La cuve est munie d'une vidange avec un organe d'obturation pour limiter le débit, et d'un trop-plein avant le raccordement au réseau.
- ✓ Prévoir des dispositifs de sécurité : blocage de la trappe d'accès, dispositif anti-chute, etc...
- ✓ La cuve est normalement vide pour servir de tampon en cas de fortes pluies, si l'on désire disposer d'un volume d'eau en réserve, il faut prévoir un compartiment supplémentaire (ou une deuxième cuve) qui s'écoulera par surverse,

Entretien

- ✓ Vidange régulière et nettoyage de la cuve